

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de novembre 2022

Des milliers de manifestant·es à Sainte Soline contre le projet écocide des méga-bassines, des travailleur·euses en grève revendiquant des hausses de salaires dans les raffineries mais aussi dans de nombreuses entreprises et dans la fonction publique les 29 septembre et 18 octobre, la réussite de la marche contre la vie chère et l'inaction climatique... Les questions sociales et écologiques se sont imposées au mois d'octobre en France.

Le gouvernement est quelque peu fragilisé dans la mise en œuvre de sa politique néo-libérale. Faute de disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale, il recourt systématiquement au « 49.3 » pour faire adopter tous les textes budgétaires ; il poursuit néanmoins la mise en œuvre de ses politiques de régression sur les retraites, l'assurance chômage, les services publics... Et pour détourner l'attention, il joue le jeu dangereux du confusionnisme, mettant sur le même plan la NUPES et le RN. Le RN est toujours en embuscade, cherchant à engranger les colères populaires à peu de frais, masquant ainsi son programme de défense des intérêts du capital. Il est aidé en cela par le gouvernement qui, entre les propos de Macron sur la délinquance à Paris et le nouveau projet de loi porté par Darmanin, poursuit sa fuite en avant sécuritaire et xénophobe, faisant de l'immigration un bouc émissaire de tous les problèmes et, malgré un discours se voulant rassurant, notamment sur les travailleurs·euses sans-papiers, acte finalement un peu plus la victoire idéologique du RN.

Il est donc important que le syndicalisme de transformation sociale occupe le terrain pour construire un autre monde. Cette période oblige à des réponses fortes et unitaires, avec en particulier un temps fort sur l'avenir de la voie professionnelle et la préparation des actions à venir sur les retraites. La construction du mouvement contre la réforme des retraites doit ainsi passer à la vitesse supérieure et remettre ce sujet central à l'agenda médiatique pour informer largement les salarié·es et préparer les nécessaires mobilisations. Les questions salariales, ainsi que le calendrier piégeux des « concertations » bilatérales engagées par le gouvernement, ont en effet ces derniers

temps un peu occulté cette question, que le gouvernement maintient comme un axe politique essentiel.

Le potentiel de mobilisation sociale est là. Les journées d'action interprofessionnelles du 29/9 et du 18/10 ont été plutôt bien suivies, compte-tenu du contexte économique et de l'inflation qui ronge les salaires et des nombreuses mobilisations sectorielles sur les salaires ayant eu lieu depuis un an (moins visibles médiatiquement). La mobilisation se poursuit, avec un appel à la grève le 10 novembre à la RATP. Les grèves reconductibles des raffineries ont permis de rendre très visible à nouveau la question salariale et l'indécence des grands patrons, que le gouvernement, mis en difficulté, a été obligé de reconnaître du bout des lèvres. Néanmoins, après un 18 octobre totalement légitime et rapidement acté, les suites se sont percutées avec le début des vacances scolaires, un sentiment diffus de la nécessité « d'en garder sous la pédale » pour contrer la réforme des retraites et un rapport de la CGT à l'unité syndicale, pour construire les mobilisations, fragilisé par la préparation de son congrès. De manière analogue, la marche du 16/10 à l'initiative de la NUPES a montré un réel potentiel de mobilisation dépassant les seul·es salarié·es avec une bonne présence de la jeunesse. Il est regrettable que sur des mots d'ordre portant sur la vie chère et l'inaction climatique du gouvernement, il n'y ait pas eu de possibilités de convergence entre les syndicats, les associations et les forces politiques.

Dans ce contexte politique et social, toutes les forces qui se réclament de la transformation sociale doivent absolument travailler ensemble pour proposer des alternatives politiques, sociales, économiques, écologiques. Et pour augmenter le niveau du rapport de

force face à une politique qui se résume au slogan : « tout pour le capital ! ».

L'intérêt de la nouvelle configuration politique avec la création de la NUPES semble encore peu perçu au sein des organisations syndicales, qui peinent à articuler indépendance syndicale et nécessité de jonction avec les forces sociales progressistes sur des sujets qui ne relèvent pas que des prérogatives syndicales.

Ainsi sur les retraites, notre syndicalisme doit jouer un rôle moteur pour, à la fois construire les mobilisations à la hauteur de l'enjeu avec l'interpro large, qu'il s'agit de maintenir, et trouver des points de passage pour développer en parallèle un cadre d'initiatives communes entre les organisations syndicales (limitées à FSU, CGT et Solidaires a priori), les partis de gauche et les associations, dont Attac, Copernic et les « Économistes atterrés » notamment. Toutes les forces sociales disponibles sont nécessaires pour démontrer largement que le report de trois ans (voire deux) de l'âge de départ est un choix purement idéologique, sous-tendu par la question de répartition des richesses produites entre le capital et le travail, aux conséquences très concrètes pour les salarié·es : deux ou trois ans de retraite « volés », deux ou trois ans de plus de précarité (maladie, chômage, invalidité...) pour plus de 40 % des salarié·es, les maigres compensations actuelles de bonification pour les femmes annihilées,...

Les conclusions des « concertations » bilatérales devront être popularisées dans son champ par la FSU, afin de sensibiliser sur les dangers du projet gouvernemental.

De possibles initiatives communes de type meeting ou pétition sur les retraites semblent pour le moment difficiles à mettre en œuvre pour pour les autres organisations, surtout dans une période de campagne électorale pour les élections professionnelles, alors que de telles initiatives seraient de nature à peser dans l'opinion, et à renforcer le syndicalisme de lutte et de transformation sociale, y compris dans le cadre de la campagne pour les élections pro. La FSU doit proposer de telles initiatives à ses partenaires au niveau national et chercher à les construire localement. Elle doit continuer à œuvrer auprès de ses partenaires pour le dépassement de ces obstacles. Il s'agit de construire les mobilisations pour mettre en échec le gouvernement sur son projet de réforme des retraites et sa politique pour les services publics.

De même, la bataille pour le 100% des soins prescrits doit être menée en cherchant les convergences les plus larges.

Les questions de politique climatique non plus ne relèvent pas que des partis politiques ou des associations environnementales. Le mouvement syndical est légitime à agir, au vu de la dégradation des conditions de travail induites par les phénomènes climatiques et les mesurette d'économies d'énergie annoncées. Alors que le mois d'octobre a été le plus chaud jamais enregistré en France, les déclarations d'intention d'E. Borne sur le

renforcement de la politique environnementale de son gouvernement démontrent que les mesures radicales indispensables pour espérer contenir le réchauffement climatique ne seront pas prises. L'environnement attendra bien que le capital soit rassasié...

Nous sommes aujourd'hui face à un choix majeur. Le syndicalisme doit jouer pleinement son rôle dans le changement de modèle de société qui s'impose pour un futur viable.

International

L'intensité des phénomènes climatiques dangereux va croissant partout dans le monde, engendrant morts, famines, épidémies et déplacements de population. Les politiques environnementales menées par les grandes puissances de la planète, toujours totalement inféodées au diktat de la rentabilité du capital, sont inconsistantes, et le secrétaire général de l'ONU a beau sonner l'alerte, les scientifiques produire des tribunes claires sur l'urgence à changer de modèle, les militant·es écologistes faire des actions de plus en plus spectaculaires pour sensibiliser l'opinion publique sur les dangers de l'inertie climatique, aucun changement de modèle ne se dessine. La COP 27, qui se tient du 6 au 18 novembre, s'annonce comme une nouvelle COP « pour rien ».

Année après année, les tensions sur les ressources naturelles augmentent, ainsi que les inégalités, et s'accompagnent de la montée des gouvernements autoritaires, voire fascistes, comme en Italie. La courte victoire de Lula au Brésil est porteuse d'une lueur d'espoir en la période, mais aussi d'inquiétudes fortes au vu du score important de Bolsonaro et du comportement de ses soutiens. Les tensions sont fortes également aux États-Unis, où les élections de mi-mandat se terminent ce 8/11, avec des risques de victoire des pro-Trump. En cas de victoire du Parti Républicain, les conséquences sur les politiques états-uniennes seront très néfastes, en premier lieu pour les citoyen·nes des USA, les premier·es touché·es par les reculs sociaux, mais aussi pour l'ensemble de la planète, en matière de politiques environnementales ou de politiques diplomatiques, en particulier vis à vis de l'Ukraine, où la baisse du soutien financier des États-unis pourrait affaiblir considérablement les capacités de lutte militaire contre la guerre impérialiste déclenchée par la Russie. Cette guerre qui s'enlise aux portes de l'Europe est toujours autant vecteur d'instabilité et porteuse de dangers. Le régime de Poutine doit tomber, les droits des peuples russes et ukrainiens être respectés et la démocratie, débarrassée des oligarques et au service de la population, s'établir dans ces deux pays.

En Israël, le retour de Netanyahu à la tête d'un gouvernement formé avec les extrémistes religieux sonne le glas de tout espoir d'amélioration de la situation dans les territoires occupés.

En Iran, la révolution féministe met à mal le régime en place malgré une répression toujours aussi forte. Elle met en lumière la volonté du peuple iranien, des femmes et des jeunes en particulier, d'un régime libre, laïque et démocratique.

Le rôle de notre syndicalisme est de rendre visible ce qu'il se passe dans ces pays et de manifester de façon plus concrète la solidarité internationale.

Féminisme

Les violences faites aux femmes font désormais partie du débat public et politique. Une prise de conscience collective a eu lieu mais cela ne suffit pas. Ces violences restent massives. Il est nécessaire de mener des politiques publiques et d'y consacrer un budget à la hauteur des enjeux. Au contraire, les politiques austéritaires menées par E. Macron et ses gouvernements ne permettent ni la mise en place ni même l'amélioration de dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes. Dans ce contexte, il est d'autant plus important d'investir et construire les mobilisations qui auront lieu du 19 novembre au 25 novembre, journée internationale pour l'éradication des violences faites aux femmes. Après les mobilisations pour le droit à l'avortement et les mobilisations de soutiens aux iraniennes, cela sera un autre point d'étape dans la lutte pour les droits des femmes et la construction de la grève féministe du 8 mars.

Droits et libertés

La répression militante se poursuit. Après la mutation forcée de Kaï Terada, l'interpellation et la garde à vue des lycéen·nes de Nanterre, ce sont maintenant des militant·es mobilisé·es contre le projet des mégabassines de Sainte Soline qui sont accusé·es d'être des « éco-terroristes » par Darmanin. Pour s'opposer à cette criminalisation de l'action militante, la FSU doit continuer à s'engager sur le terrain des mobilisations contre cette répression et travailler ces questions avec ses partenaires (LDH ...)

Alors que nombre de migrant·es continuent de périr sur les routes migratoires, que d'autres sont abandonné·es à leur sort en méditerranée faute de trouver des ports pour les accueillir, les pays européens continuent de durcir les conditions d'accueil des migrant·es. La France, qui n'y fait pas exception, envisage un énième projet de loi en ce sens. Le projet de loi Darmanin assimile les migrant·es soit à des délinquant·es qu'il faut expulser soit de la main d'œuvre bon marché qu'il faut exploiter. A l'inverse de cette vision qui alimente les discours de rejet et de racisme, comme celui exprimé sans scrupules par un député RN dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale, la FSU doit opposer des valeurs de solidarité en participant notamment aux manifestations qui se dérouleront dans le

cadre de la journée internationale des migrant·es du 18 décembre prochain.

Services publics et salaires

Vu le budget d'austérité qui portera en particulier sur les services publics, les usager·es les moins riches et les agent·es de la Fonction publique vont encore payer un lourd tribut. Si le discours sur la nécessité de plus de justice sociale rencontre des échos dans l'opinion publique, celui sur la réhabilitation de l'impôt, qui soutient la justice sociale et la réduction des inégalités, a du mal à dépasser les cercles militants. La campagne sur la taxation des superprofits a été une occasion de faire de l'éducation populaire sur le sujet, mais celle-ci est à poursuivre, tant le discours néolibéral anti-impôts a profondément imprégné les esprits.

Une augmentation du budget des services publics est pourtant une absolue nécessité pour obtenir la revalorisation salariale des métiers de service public, offrir un accès effectif à toutes et tous sur tous les territoires, entamer la nécessaire transition écologique, permettre l'amélioration des conditions de travail des agent·es et d'accueil des usager·es.

Or celles-ci se dégradent continûment, dans les trois versants de la Fonction publique, bien **au-delà** du cas des hôpitaux, dont les médias se font actuellement le relais. Ainsi, dans les collectivités territoriales, les usager·es sont victimes de ruptures de délégations de service public à l'initiative des sociétés privées délégataires, au motif d'un manque de rentabilité en raison de l'inflation (restauration scolaire, crèches, périscolaire, etc.). Les personnels de la FPT subissent les effets de la loi TFP (suppression des congés exceptionnels, remise à plat des cycles de travail et des RTT, mise en concurrence des personnels via le « mérite », etc.). Le recours aux contractuel·les est renforcé et systématisé. Mais les conditions de travail et de salaire étant tellement peu attractives, certain·es contractuel·les ne finissent même pas leur période d'essai, d'autres ne renouvellent pas leur contrat. Les formes de travail gratuit ou sous-payé se développent (service civique, apprentis, association). Les demandes de ruptures conventionnelles des titulaires sont devenues monnaie courante.

De même, dans l'éducation, deux enquêtes récentes de la DEPP du ministère de l'Éducation nationale objectivent la dégradation des conditions de travail, et le succès de la pétition sur les salaires lancée par la FSU-SNUIPP montre que le sujet rencontre bien les attentes des collègues du premier degré. Les attentes des collègues des autres niveaux de l'éducation, mais aussi en dehors de l'éducation, sont probablement similaires et **une pétition à destination des agent·es sur cette question pourrait être un outil intéressant pour faire monter leur mobilisation en vue d'actions ultérieures** à définir en intersyndicale. Il serait l'occasion de **faire le lien avec les retraites**, puisque l'augmentation des salaires est aussi un

outil de financement et d'amélioration du système des retraites par répartition.

Éducation

La nouvelle grève le 17 novembre contre le projet gouvernemental de démantèlement de la voie professionnelle scolaire acte la volonté des personnels et de l'intersyndicale de s'opposer à cette attaque touchant principalement les élèves issu·es des classes populaires en remettant en cause la visée émancipatrice de l'école. Concrètement et contrairement aux intentions affichées par le gouvernement, ce projet va limiter considérablement les possibilités de poursuites d'études des élèves orienté·es vers cette nouvelle voie pro patronale, alors que les études supérieures et la diplomation au niveau licence sont une aspiration des familles populaires et de leurs enfants, que le service public d'enseignement supérieur qu'est l'Université a vocation à accueillir. C'est aussi une nécessité que l'élévation du niveau de formation de toute la jeunesse pour faire face aux défis démocratiques, économiques et climatiques qui nous attendent.

L'ouverture d'un concours spécial de titularisation met en lumière la place indispensable des contractuel·es dans le fonctionnement des établissements. Néanmoins, malgré ce constat implacable, sa limitation à quelques académies et au seul premier degré montre le mépris gouvernemental envers ces personnels.

Parallèlement, la victoire concernant le versement des primes REP/REP+ pour les AED et les AESH est importante. (Il faut aussi obtenir qu'ils et elles aient le droit aux memes montants d'indemnités). Il faut collectivement réfléchir à une mobilisation qui allie le recrutement de personnels titulaires et la titularisation des précaires, notamment par la création de statuts pour les personnels de vie scolaire et les AESH.

Alors que la crise scolaire explose, que les remplacements ne sont pas assurés (phénomène qui s'aggravera avec l'hiver qui arrive et les possibles rebonds de Covid), le gouvernement a joué de nouveau la carte de la diversion provoquant une polémique sur des vêtements « religieux par destination ». Cette vision « utilitariste » de la laïcité, qui ne sert qu'à masquer l'indigence du système éducatif fruit de politiques destructrices avec lesquelles ce Ministre et ce gouvernement ne rompent pas, est

insupportable. A fortiori quand, sur tout le territoire, beaucoup de nos élèves n'ont pas de toit pour dormir.

Plus largement, de la maternelle au lycée, la FSU doit élaborer avec l'ensemble de ses syndicats une stratégie concertée de mobilisations de l'ensemble de la communauté éducative pour s'opposer à la continuité de la politique menée et au renforcement de sa dimension libérale à travers notamment le nouveau pacte enseignant en guise de revalorisation, le fonds « d'innovation pédagogique » mettant en concurrence écoles et établissement, ou les concertations CNR qui, à l'instar des évaluations d'écoles et d'établissements, visent la déréglementation pour mieux faire exploser ce qui reste de commun et donc le service public d'Education et ce qu'il porte d'égalitaire.

Contre le « nouveau pacte », la FSU doit initier avec ses syndicats concernés, **une campagne sur le temps de travail des enseignant·es**, en s'appuyant sur l'enquête de la DEPP et en proposant une grande enquête à destination des collèges.

C'est aussi avec les parents d'élèves qu'il faut construire des alliances, en montrant que les conditions de travail des personnels font les conditions d'étude de leurs enfants, et en mettant en avant des revendications unifiantes : augmentation de postes de titulaires, notamment de remplaçant·es, abandon de la réforme Blanquer de la formation initiale au profit d'une année de stage à tiers temps devant élèves sur le service du·de la tuteur·rice, réduction du temps de travail des personnels et introduction de temps de concertation en équipes y compris pluricatégorielles, pour mieux prendre en charge les élèves, dont le nombre par classe doit baisser...

La FSU doit aussi œuvrer à **remettre dans le débat public la question du financement par l'État des établissements privés, qui permettent aux classes dominantes d'organiser une forme de séparatisme social**, comme le montre la publication par le ministère, sous la contrainte, de l'Indice de Positionnement Social de chaque collège en France.

C'est une éducation au rabais que le pouvoir organise pour les élèves de l'école publique et c'est contre ce projet global qu'il faut lutter.

La période à venir sera aussi marquée par les élections professionnelles du 1er au 8 décembre 2022. Les enjeux sont grands pour notre fédération et son ambition légitime d'être la première organisation à la Fonction Publique d'État. La campagne menée par tou·tes les militant·es de la FSU est l'occasion de porter son projet de transformation sociale afin de faire voter massivement les personnels des services publics pour notre fédération.